



**DENUNCIANTES DE
CORRUPCIÓN JUDICIAL**

DÉNONCIATEURS DU JUDICIAIRE AUTORITARISME

ÉTAT DE DROIT

ESPAGNE 2022



Date: 16.04.2023

Auteur: Javier Marzal

INDICE

1.- INTRODUCTION - 2 -

2.- CADRE CORRUPTION ET ANTICORRUPTION - 4 -

3.- SYSTEME JUDICIAIRE - 10 -

4.- MOYENS DE COMMUNICATION (JOURNALISME) - 15 -

5.- CONTRÔLES ET SOLDES - 17 -

6.- CONCLUSION - 18 -

1.- INTRODUCTION

En 1961, Amnesty International a été fondée au Royaume-Uni et publie depuis lors un rapport annuel axé sur la situation des droits de l'homme dans le monde.

En 1993, Transparency International a été fondée en Allemagne et, deux ans plus tard, a commencé à publier le rapport sur l'indice de perception de la corruption (IPC).

L'une des sources utilisées par Transparency International est le rapport annuel "Rule of Law Index" du World Justice Project (WJP) sur la corruption judiciaire, qui est au cœur de tous les types de corruption, car sans corruption judiciaire, il n'est pas possible d'atteindre un niveau élevé d'autres types de corruption. Le WJP a été créé en 2006 aux États-Unis et a publié en 2011 son premier rapport sur l'indice de l'état de droit.

Le Groupe d'États contre la corruption (GRECO) a été créé par le Conseil de l'Europe (CoE) en 1999, l'année même où le CoE a approuvé les conventions (civiles et pénales) contre la corruption. En 2001, il a publié son premier rapport partiel sur la corruption en Espagne, qui comprend une analyse et des suggestions de prévention.

Fin septembre 2020, la Commission européenne présente son premier rapport annuel sur l'État de droit en 2019, pour chacun des pays membres de l'Union européenne.

En 2019, en Espagne, quatre associations qui travaillaient depuis des années contre la corruption ou pour la défense des victimes de la corruption, notamment institutionnelle, se sont regroupées pour créer l'alliance Denunciantes del Autoritarismo Judicial (Dénonciateurs du judiciaire autoritarisme).

Le 11 novembre 2022, ils déposent une plainte auprès de la Commission européenne contre le gouvernement espagnol présidé par Pedro Sánchez (2018-2022) et la plainte est traitée dans l'unité économique F3. Le 27 janvier 2023, ils envoient une plainte supplémentaire qui est également traitée dans l'unité C.1 : Politique de justice et État de droit sous le numéro Ares(2023)1525948. Il y a eu d'autres ampliations et d'autres plaintes antérieures.

La dernière plainte ampliative a été déposée le 15 avril 2023, complétant un ensemble de plaintes contre les gouvernements de l'Espagne, présidé par Pedro Sánchez (2018-2022), et contre la corruption institutionnelle généralisée.

Avec cette plainte ampliative, nous complétons un ensemble de plaintes qui reflètent

ALLIANCE DAJ - RAPPORT SUR L'ETAT DE DROIT ESPAGNOL EN 2022

suffisamment le fonctionnement institutionnel en Espagne. Étant donné que la corruption institutionnelle est courante dans tous les pays du monde, selon les Nations Unies, ces dénonciations devraient être utiles pour comprendre le phénomène de la corruption dans n'importe quel pays, ainsi que le totalitarisme croissant.

L'ensemble des rapports de l'Alliance des lanceurs d'alerte contre l'autoritarisme judiciaire est un outil indispensable pour les fonctionnaires européens qui travaillent sur des questions telles que la justice, la corruption, les droits fondamentaux, l'État de droit et, sans aucun doute, les questions économiques.

L'Alliance a vérifié que les rapports de toutes les personnes citées ne correspondent pas à la réalité espagnole, car ils ont été réalisés sans disposer de sources privées fiables et expertes sur la corruption réelle en Espagne.

Dans ce scénario, l'Alliance décide de produire en avril 2023 un rapport annuel sur l'État de droit espagnol.

Compte tenu de la gravité de la situation actuelle de la corruption institutionnelle en Espagne, l'Alliance a décidé de produire rapidement un premier rapport sur l'Etat de droit espagnol en 2022, basé sur la méthodologie de la Commission européenne, sa propre expérience et ses propres plaintes, avec l'intention de compléter les rapports susmentionnés.

L'Alliance enverra son rapport annuel aux organisations privées et aux institutions européennes susmentionnées, dans le but de collaborer afin que leurs rapports soient mieux documentés et que la lutte contre la corruption en Espagne et dans l'Union européenne soit améliorée.

Pour toutes ces raisons, il ne sera pas possible d'inclure dans ce rapport l'ensemble des informations institutionnelles, car la plupart d'entre elles ont été publiées après la rédaction de ce rapport.

Javier Marzal

Promoteur et porte-parole des dénonciateurs de l'autoritarisme judiciaire

2.- CADRE CORRUPTION ET ANTICORRUPTION

Transparency International a relevé le niveau de corruption de l'Espagne en 2021 et 2022, dans son indice de perception de la corruption.

En 2018, Eurostat a publié que l'Espagne avait presque atteint 8 % du PIB en matière de corruption. Avec l'emballement des dépenses publiques depuis 2019, il est probable que la corruption ait dépassé les 10 % du PIB.

Malgré ces chiffres, les organisations et organismes précités qui réalisent des rapports annuels ne comprennent pas cette ampleur et leurs rapports sont incompatibles avec ce chiffre, pourtant assez proche de la réalité. Pour rendre compte de l'état de droit, il est essentiel de comprendre l'importance du niveau de corruption.

Les 8 % du PIB impliquent que la corruption est fortement organisée au sein des institutions elles-mêmes ; nous devrions donc parler de métamafia (secteur public) ou de métamafias (politiques, législatives, judiciaires, etc.) qui est un type de criminalité organisé au sein des institutions ou avec leur collaboration, de sorte que les corrompus jouissent d'un niveau élevé d'impunité parce que les preuves de leurs crimes sont dissimulées sur le plan administratif et judiciaire.

Une corruption de 8% du PIB n'est pas possible sans l'existence d'une corruption judiciaire systémique. La corruption judiciaire systémique implique que le système judiciaire lui-même oblige les juges à être corrompus, leur permettant en retour d'en tirer un bénéfice personnel ou de couvrir d'autres fonctionnaires et corrompus que l'ensemble institutionnel a décidé de couvrir ou toute personne susceptible de créer des problèmes pour le juge en question. Il en va de même pour les procureurs.

8 % du PIB consacrés à la corruption signifient que les fonctionnaires corrompus sont promus afin de favoriser la corruption, et que les fonctionnaires qui cherchent à traduire en justice les fonctionnaires les plus corrompus sont punis.

8 % du PIB consacrés à la corruption signifient que les institutions sont devenues des centres d'affaires, des centres de corruption.

Au cours de ce siècle, des centaines de publications dans les médias, des dizaines de livres et plusieurs anciens juges ont corroboré ces affirmations.

L'Agence fiscale a été dénoncée pour avoir blanchi plus de 4 milliards d'euros en 2004 et pour avoir blanchi des centaines de millions en 2021, 2022 et 2023, grâce à des fonctionnaires corrompus. L'administration fiscale n'a pas respecté son obligation légale de déclarer les revenus avant le 31 décembre 2022. Six des personnes dénoncées en 2004 ont ensuite été ministres de José Luis Rodríguez Zapatero (2004-2011) et l'actuelle ministre de la défense a non seulement été dénoncée, mais a dû entamer une procédure de saisie parce qu'elle s'opposait au paiement de sa dette fiscale. Aucune des personnes dénoncées n'a eu de répercussions professionnelles et plusieurs d'entre elles ont retrouvé

ALLIANCE DAJ - RAPPORT SUR L'ETAT DE DROIT ESPAGNOL EN 2022

des fonctions politiques importantes.

La Sécurité sociale a été dénoncée pour avoir falsifié la vie professionnelle de centaines de milliers de travailleurs à risque afin de retarder l'âge de la retraite. De plus, en 2022, elle a été condamnée dans 43,6 % des 104 951 procédures judiciaires engagées contre elle, selon le Conseil général de la magistrature. Ces chiffres se répètent d'année en année et cette dérive administrative de la Sécurité sociale n'est pas corrigée.

Le nombre de plaintes contre les services sociaux pour la prostitution des mineurs sous tutelle et pour la séparation des mineurs de leurs parents afin de percevoir 4.000 euros par mois, au moyen de faux rapports des services psychosociaux, est en augmentation.

Le système de santé publique a été dénoncé parce qu'en 2022, il a exploité 30 377 internes résidents.

Le gouvernement maintient l'usurpation, de manière préméditée, de la fonction législative du Parlement (Cortes Generales), bien qu'il s'agisse d'un délit pénal en vertu du Code pénal.

Le gouvernement a falsifié plusieurs documents pour faire passer pour légale la forte augmentation des dépenses publiques.

Plusieurs membres du gouvernement ne remplissent pas les conditions requises par la loi pour être ministre.

Le 20 octobre 2021, José Manuel Villarejo Pérez, commissaire à la retraite de la police nationale, a comparu devant le Congrès des députés. De nombreuses conversations de cet ancien commissaire avec des juges, des hommes politiques et d'autres hauts fonctionnaires ont été rendues publiques, qui montrent le grand pouvoir de ce commissaire, sa grande corruption et ses idées gauchistes. Lors de cette comparution, l'ex-commissaire a déclaré ce qui suit : "Il y a une triade de l'ombre qui est : le CNI, un embryon de parquet anti-corruption, qui sont 10, 15, pas plus, une secte d'Illuminatis qui décident de tout et, ensuite, des affaires internes de la Guardia Civil, de la Police. Tous décident qui est détruit, en silence". Le commissaire a également parlé de la "section Pi" du CNI, qui se consacrait aux "éliminations physiques", comme le procureur à la retraite José María Mena Álvarez a également appelé ses plus de 2 000 meurtres commis jusqu'en décembre 2021. Mena a été la plus sanguinaire des figures de proue de la corruption espagnole, dont il sera question plus loin. Le CNI est le Centre national de renseignement et a été créé en 2002 pour succéder au Centro Superior de Información de la Defensa (CESID).

Aucun parlementaire, aucun journaliste n'a demandé à quoi il faisait référence, qui étaient les membres de cette "secte" et qui avaient été tués. Tous connaissaient les réponses à ces questions.

Sur la base du dossier Royuela, une documentation écrite et économique de milliers d'actions de certains membres de cette "secte" a été rapportée, mais, pour les raisons décrites, tous les rapports fiscaux, policiers et judiciaires sont occultés.

Plusieurs médias institutionnalisés ont publié plusieurs articles sur des témoins, des

ALLIANCE DAJ - RAPPORT SUR L'ETAT DE DROIT ESPAGNOL EN 2022

procureurs et des juges liés à des affaires de corruption politique qui sont morts dans des circonstances étranges.

De même, ils ont fait état de procureurs et de juges qui ont fait l'objet de représailles pour avoir traité des affaires de corruption.

En ce qui concerne le cadre de lutte contre la corruption, l'Espagne n'a jamais respecté son engagement de créer une agence indépendante de lutte contre la corruption, comme le prévoit la convention des Nations unies contre la corruption.

L'Espagne n'a pas non plus respecté ses engagements envers le Conseil de l'Europe et l'Union européenne de créer un plan national de lutte contre la corruption.

La DIRECTIVE (UE) 2019/1937 sur la protection des dénonciateurs de corruption a été transposée avec plus d'un an de retard et en violation de la directive elle-même.

Les gouvernements du Partido Popular (PP) et du Partido Socialista Obrero Español (PSOE), ainsi que leurs députés et sénateurs, ont toujours refusé de légiférer contre la corruption, manquant même de transposer les normes européennes.

La situation a été sérieusement aggravée par la loi organique 14/2022, du 22 décembre, sur la transposition des directives européennes et d'autres dispositions pour l'adaptation de la législation pénale au droit de l'Union européenne, et la réforme des délits contre l'intégrité morale, le désordre public et la contrebande d'armes à double usage. La modification législative du délit de détournement de fonds favorise les membres du PSOE qui ont été condamnés et qui pourront demander un réexamen de leur peine pour la réduire. La modification du délit de sédition favorise le séparatisme catalan et plusieurs de ses dirigeants qui ont été condamnés pour ce délit, ainsi que davantage de malversations et de désordres futurs.

Le code pénal établit que les hommes d'affaires et toute autre personne peuvent commettre un délit de mauvaise administration, mais ce délit n'existe pas pour les fonctionnaires, de sorte que la majeure partie de l'économie échappe à la juridiction pénale.

Une jurisprudence corrompue de la Cour constitutionnelle établit que les actions législatives du gouvernement ne sont pas administratives, parce qu'elles peuvent ainsi échapper au crime de malversation administrative et être exemptées de responsabilité pénale.

Dans le rapport 2023, nous développerons les règles de corruption de la juridiction pénale (loi organique du pouvoir judiciaire, code pénal et loi de procédure pénale).

En tout état de cause, le cadre réglementaire anti-corruption, en plus d'être insuffisant, n'est souvent pas respecté par les autorités, en particulier lorsqu'il affecte un fonctionnaire ou ceux qu'elles considèrent comme des ennemis, tels que les dénonciateurs de corruption et ceux qui défendent les victimes de la corruption institutionnelle.

Les portes tournantes subsistent et, en 2022, trois hauts fonctionnaires d'organismes de régulation sont passés dans le secteur privé.

ALLIANCE DAJ - RAPPORT SUR L'ETAT DE DROIT ESPAGNOL EN 2022

Le parquet spécial contre la corruption et le crime organisé couvre plus de corruption qu'il n'enquête, tout comme le nouveau parquet européen, car cinq de ses procureurs européens, d'origine espagnole, ont été dénoncés pour blanchiment d'argent. Les deux juges espagnols d'Eurojust ont également été dénoncés pour blanchiment d'argent.

Contrairement aux lois et à la jurisprudence nationales et de la CEDH, en 2022, les procureurs et les juges continuent d'exercer des représailles contre les avocats et les dirigeants d'associations qui dénoncent la corruption d'agents publics. Parmi les personnes ayant fait l'objet de représailles pénales en 2022 figurent la plupart des principaux dénonciateurs de corruption, tels que Manos Limpias, Alvisé Pérez, Roberto Macías, Alberto Royuela Fernández, Juan Martínez Grasa, Santiago Royuela Samit, le juge radié Fernando Presencia et l'association ACODAP qu'il préside, plusieurs collaborateurs de l'ACODAP et Javier Marzal. L'Audiencia Nacional a saisi les comptes bancaires de l'ACODAP sans faire partie de l'affaire pénale. En 2022, la Sécurité sociale a saisi à trois reprises le compte bancaire de l'association ANVIPED présidée par Javier Marzal, bien qu'elle n'ait plus d'employés depuis plusieurs années et sans notifier les procédures administratives correspondantes. Précisément, ANVIPED dénonce depuis 2017 un grave système de corruption dans les trois principaux organismes de sécurité sociale, impliquant deux secrétaires d'État de deux ministères, ainsi que les trois derniers ministres de la sécurité sociale. Ils n'ont pas été accusés de faux documents dans les informations bancaires pour ne pas avoir à les vérifier et ils sont accusés de calomnie pour ne pas avoir à les vérifier ; en outre, le compte bancaire de l'ACODAP a été saisi sans que cette association ne fasse partie de ce dossier pénal.

En 2022, les Royuelas ont déposé un rapport fiscal et ont rendu public le fait que plus de 100 juges blanchissaient de l'argent en fournissant toutes leurs informations bancaires. Parmi eux, neuf juges de la Chambre pénale de la Cour suprême. Fernando Presencia, dénonciateur du dossier Royuela, a également dénoncé ce blanchiment d'argent, ainsi que des dizaines d'autres hauts fonctionnaires ministériels qui avaient également été dénoncés par les Royuelas. Le président de cette chambre, sans vérifier la véracité des informations bancaires, les a tous qualifiés de fraudeurs et de bande criminelle, demandant au président du Conseil général du pouvoir judiciaire (également dénoncé pour le blanchiment de millions d'euros) de les dénoncer au bureau du procureur général, et le procureur de l'Audience nationale a déposé une plainte judiciaire contre eux, et le juge en charge n'a pas voulu traiter les représailles, les laissant entre les mains d'un juge de renfort. Aucune des institutions susmentionnées n'a vérifié la véracité des récits. Le procureur et le juge d'instruction ont également été dénoncés pour blanchiment d'argent.

En 2022, les écoutes illégales des communications des dénonciateurs se sont poursuivies, probablement par le Centre national de renseignement (CNI). Il a été rendu public que les téléphones des Royuelas, de Martínez Grasa et de Javier Marzal ont été mis sur écoute. Il a également été rapporté que les courriels de Javier Marzal et Juan Martínez ont été mis sur écoute et que tous les messages de ce dernier ont été effacés.

Entre 2020, 2021 et 2022, au moins 10 demandes d'indemnisation pour représailles à

ALLIANCE DAJ - RAPPORT SUR L'ETAT DE DROIT ESPAGNOL EN 2022

l'encontre de lanceurs d'alerte corruption ont été déposées, sur le fondement de la Convention des Nations unies contre la corruption et de la DIRECTIVE (UE) 2017/2019. Le ministre de la Justice, seul compétent pour les traiter en raison de l'absence de transposition, n'en a même pas notifié la réception. Parmi les dénonciateurs figurent un ressortissant allemand, plusieurs fonctionnaires, un avocat et un directeur d'association.

Les dénonciateurs soupçonnent que la plus grande corruption économique en Espagne a lieu au sein de la Commission de direction du Fonds pour la restructuration ordonnée des banques (FROB), créé en 2009. Le FROB vise à gérer les processus de résolution des établissements de crédit et des sociétés de services d'investissement. Le Comité de direction du FROB est composé des 11 membres suivants : le président, quatre membres nommés par le Banco de España (dont l'un sera le vice-gouverneur, qui occupera la première vice-présidence du Comité de direction), trois représentants du ministère de l'Économie et de la Transformation numérique, nommés par le ministre avec au moins le rang de directeur général, le vice-président de la Commission nationale du marché des valeurs mobilières et deux représentants du ministère des Finances et de l'Administration publique, nommés par le ministre avec au moins le rang de directeur général. Sont également présents le contrôleur général de l'administration de l'État et le directeur du service juridique de l'État, représentant le bureau du procureur général de l'État, qui fait partie du ministère de la justice.

Le gouvernement a décidé, par le décret-loi royal 1/2022, que le FROB acquerrait 4,24 % de la Sareb (bad bank), ce qui lui donnerait une participation de 50,14 %. La transaction a été effectuée au début du mois d'avril 2022.

Le 11.04.2022, la gestion des actifs de la Sareb, évalués à 25,3 milliards d'euros, est confiée à des entités étrangères : 55% Hipoges (la multinationale américaine KKR en est le partenaire majoritaire depuis 2018) et 45% à travers deux fonds de l'américain Blackstone (Aliseda et Anticipa). Il est probable que le gouvernement ait exclu les sociétés immobilières détenues par des Espagnols en raison des attaques continues des ministres contre l'entrepreneuriat espagnol, qui rend la corruption plus difficile.

Le site Internet du FROB sur les fonds de résolution qu'il gère indique que "le Conseil de résolution unique a collecté 13,7 milliards d'euros de contributions à l'URF pour l'exercice 2022" auprès de "2 900 banques et sociétés de services d'investissement".

En 2022 et au cours des années précédentes, d'autres affaires de corruption ont fait l'objet de poursuites à l'encontre de dénonciateurs de grandes manœuvres. On peut donc dire que les affaires de grande corruption sont confiées à des procureurs et des juges corrompus qui ne respectent pas la loi afin de nuire aux dénonciateurs et de couvrir les fonctionnaires corrompus.

Les youtubeurs qui dénoncent la corruption font également l'objet de représailles fiscales et de poursuites pénales.

Dans plusieurs cas, la Cour constitutionnelle et la Chambre pénale de la Cour suprême n'ont pas protégé les dénonciateurs de corruption.

ALLIANCE DAJ - RAPPORT SUR L'ETAT DE DROIT ESPAGNOL EN 2022

La rubrique 20 du rapport du GRECO sur la prévention de la corruption des parlementaires, des juges et des procureurs, publié en 2014, indique : " les structures internes des partis politiques sont très fortes et rigides, leurs dirigeants se réservant le pouvoir de prendre des décisions importantes sans consulter leurs membres. Un tel système favorise la loyauté envers le parti plutôt qu'envers l'électorat et il en résulte que les groupes parlementaires maintiennent un contrôle ferme et exercent une discipline interne stricte sur les parlementaires individuels. L'EEG a été informée lors de sa visite que la discipline est décisive pour figurer sur une liste de candidats aux élections ". L'article 67.2 de la Constitution interdit de telles pratiques comme suit : "Les membres des Cortès Générales ne sont pas liés par un mandat impératif". La situation perdure, au point qu'en 2022, c'est le gouvernement qui a décidé des lois que le Congrès des députés doit adopter ; en outre, le gouvernement a exigé et obtenu que les députés de ses partis politiques (PSOE et PODEMOS) approuvent des dizaines de décrets-lois royaux illégaux en usurpant les fonctions législatives du Congrès des députés lui-même, comme il l'a fait avec la déclaration de l'état d'alarme en 2020 et ses prolongements.

Le Congrès des députés a demandé 1 970 auditions de membres du gouvernement et 1 045 ont été ignorées. Ce manque de responsabilité se poursuit en 2022.

Selon les données du Conseil pour la transparence et la bonne gouvernance (CTBG), le manque d'accès à l'information publique persiste, bien qu'il soit illégal.

Les administrations publiques, en particulier les administrations municipales, continuent d'entraver les enquêtes judiciaires pénales. Les procureurs et les juges impliqués ne prennent aucune des mesures prévues par la loi.

A la Commission européenne, l'Alliance a dénoncé des dizaines de hauts fonctionnaires européens, de politiciens et de juges pour avoir blanchi des centaines de millions d'euros. Dans la plupart des cas, des informations bancaires ont été fournies et il a été noté qu'ils ont également été dénoncés à l'Agence fiscale espagnole.

Fin 2022, la Commission européenne a déclaré qu'elle ne pouvait pas connaître la destination des fonds européens car le gouvernement espagnol ne répondait pas à cette question. L'Espagne a reçu 31,036 milliards d'euros en 2022 au titre des fonds européens de nouvelle génération pour redresser son économie après la crise du coronavirus.

3.- SYSTÈME JUDICIAIRE

Le système judiciaire espagnol est systématiquement corrompu, comme il sied à un pays où la corruption est l'activité la plus rentable (près de 8 % du PIB, Eurostat 2018). Si le système judiciaire n'était pas systématiquement corrompu, il serait impossible d'atteindre un tel niveau de corruption ; l'État de droit espagnol souffre donc d'une grave lacune liée à la corruption judiciaire systémique.

La corruption judiciaire est si évidente que, depuis des années, les médias parlent de vérité judiciaire, pour dire que les faits prouvés par les juges sont généralement faux.

En 2022, plus d'une centaine de juges et plusieurs procureurs ont été inculpés pour le blanchiment de millions d'euros. Dix juges de la Chambre pénale de la Cour suprême et plusieurs juges de l'Audience nationale, compétente en matière de crimes de terrorisme et de blanchiment d'argent, ont été poursuivis.

Les juges sont soumis à une pression supplémentaire en raison du nombre élevé de procédures par juge et du faible nombre de juges. Selon la CEPEJ, en 2020, l'Espagne comptait 11,24 juges pour 100 000 habitants, contre 17,60 pour la moyenne européenne. Tant en Espagne qu'en Europe, le nombre de juges a été réduit par rapport à 2018. L'Espagne comptait 5,37 procureurs pour 100 000 habitants, contre 11,10 en moyenne en Europe. Malgré cela, l'Espagne dépense plus pour le système judiciaire, à savoir 87,9 euros par habitant, contre 64,5 en moyenne en Europe. Les procureurs et les juges espagnols gagnent plus que la moyenne européenne. Les politiciens surchargent les juges pour les empêcher de traiter des questions complexes telles que la corruption. La productivité est récompensée en termes quantitatifs, de sorte que les juges sont récompensés pour avoir archivé à la hâte une grande partie des procédures et ne pas avoir accordé suffisamment d'attention à celles qu'ils traitent. Entre 2013 et 2015, un effort important a été fait pour améliorer le ratio juges/habitants, qui a considérablement baissé en 2016 et 2017 et est resté stable depuis.

Deux réseaux de malversations judiciaires auraient été créés en Espagne à la fin du 20e siècle. Le premier a été créé par le procureur José María Mena Alvarez en Catalogne et le second par l'ancien ministre de la justice et de l'intérieur Juan Alberto Belloch Julbe, ce dernier s'étendant à toute l'Espagne. Tous deux font partie des cinq personnes les plus riches d'Espagne, bien qu'ils ne déclarent pas leur fortune. En 2004, ils ont été dénoncés pour avoir plus de 100 millions d'euros en dehors de l'Espagne, mais ils ont continué à travailler en tant que fonctionnaires, malgré les dossiers fiscaux de l'Agence des impôts. Il a été rapporté qu'en décembre 2022, l'ancien Premier ministre espagnol José Luis Rodríguez Zapatero a soudoyé 68 juges à Madrid. Étant donné les relations de ce dernier avec Belloch, ils appartenaient probablement au réseau de prévarication de ce dernier, qui était encore actif en 2020.

Les tribunaux provinciaux sont au courant de la corruption des tribunaux et la dissimulent. Les hautes cours de justice sont au courant de la corruption des tribunaux et

ALLIANCE DAJ - RAPPORT SUR L'ETAT DE DROIT ESPAGNOL EN 2022

des tribunaux provinciaux et la couvrent, car leur chambre pénale entend les plaintes contre les procureurs et les juges de leur communauté autonome. La Cour suprême est au courant de la corruption de tous les tribunaux susmentionnés et la couvre.

La situation est la même dans l'autre sens : lorsque les juges reçoivent les décisions sur les appels, ils sont au courant de la corruption des juridictions supérieures, mais ils savent qu'ils ne peuvent pas la dénoncer car ils s'exposeraient à de graves représailles ; en outre, ils apprennent qu'ils ne doivent pas nuire aux personnes liées aux dirigeants politiques.

En général, tous les procureurs et les juges ont documenté la corruption aux niveaux supérieurs et inférieurs, mais aucun d'entre eux ne la signale, malgré l'obligation légale qui leur est faite de le faire.

Plusieurs juges se sont plaints que la Chambre pénale de la Cour suprême a rendu très difficile l'enquête et encore plus difficile le jugement des personnes bénéficiant d'une immunité, laissant des preuves de la dissimulation habituelle des corrompus.

En 2021, l'Audiencia Nacional s'est déclarée incompétente pour traiter une plainte pour 322 meurtres attribués à la métamafia du procureur Mena susmentionné, se déclarant incompétente en faveur des tribunaux de Barcelone le 11.10.2021. Le juge a suivi les instructions du gouvernement, par l'intermédiaire du procureur général, qui consistaient à dire qu'il n'y a pas de terrorisme lorsqu'un même gang commet 322 assassinats et qu'il n'y a pas de blanchiment d'argent à l'étranger lorsqu'un Espagnol blanchit de l'argent dans un pays autre que l'Espagne et ne s'est pas prononcé sur les paiements en Suisse pour chaque assassinat, bien que les montants et le compte bancaire aient été indiqués. Des informations ont également été fournies sur les dossiers fiscaux de 2004 de Mena et de ses lieutenants, ainsi que sur les 30 millions de dollars perçus par Mena en 2020. Ce point a fait l'objet d'un appel sur la réforme, mais le juge a confirmé ce qui avait été dit. Le 11 février 2022, la présidence de l'Audiencia Nacional a déclaré qu'il fallait demander une correction au tribunal auquel elle était adressée, ce qui a été fait et, non seulement elle n'a pas répondu, mais elle a été envoyée aux tribunaux de Catalogne, où Mena était procureur général. Il est possible que le ministère de la justice, qui contrôle le courrier électronique de l'Audiencia Nacional, ait empêché ce message d'arriver. Le bureau du procureur général et le bureau du procureur contre la corruption ont dénoncé le fait que Mena a soudoyé le procureur général de Barcelone et le procureur supérieur de Catalogne avec plusieurs millions d'euros. Les tribunaux de Barcelone n'ont rien fait pendant dix mois, convoquant les deux plaignants en décembre 2022 par le biais du service de notification, au lieu de le faire depuis un tribunal d'instruction.

Le 27 janvier 2021, l'Alliance a dénoncé à la Commission européenne les faits suivants, entre autres : "Le gouvernement, par l'intermédiaire du Conseil général du pouvoir judiciaire et du procureur général de l'État, a étouffé en 2021 une plainte contre la dissimulation en 2009 de 1 182 meurtres par le Tribunal supérieur de justice de Catalogne et le Conseil général du pouvoir judiciaire lui-même. 412 de ces meurtres ont été découverts en 2009 par la procureure générale du Tribunal supérieur de justice de Catalogne elle-même, mais des extorsions et des pots-de-vin ont fait taire ce

ALLIANCE DAJ - RAPPORT SUR L'ETAT DE DROIT ESPAGNOL EN 2022

terrorisme". Ces faits s'inscrivent dans le cadre d'une procédure administrative.

La loi organique du pouvoir judiciaire (LOPJ) établit que le Conseil général du pouvoir judiciaire (CGPJ) sera formé d'un président et de 20 membres nommés par le Parlement (Cortes Generales). Les membres choisissent le président, qui est également le président de la Cour suprême. On peut donc parler d'une loi totalitaire car elle politise l'organe directeur des juges. Le CGPJ est chargé des promotions, des nominations, des compléments de salaire, des sanctions disciplinaires, etc.

En 2022, tous les membres de la direction de la CGPJ ont été dénoncés pour des délits fiscaux : le président, les 20 membres et le secrétaire général, pour ne pas avoir déclaré les dépôts bancaires de millionnaires à l'étranger.

La CGPJ propose les présidents de chambre de la Cour suprême et les juges de la Cour suprême, le président de la chambre de l'Audience nationale, les présidents de chambre des hautes cours de justice, le président de la chambre de l'Audience nationale et le président de l'Audience nationale. On peut supposer que la plupart de ces hauts fonctionnaires judiciaires sont corrompus.

Le CGPJ a le pouvoir disciplinaire de sanctionner les juges, mais ne le fait presque jamais si la plainte émane de particuliers ou d'avocats. Souvent, les sanctions disciplinaires sont utilisées en guise de représailles contre les juges qui n'ont pas respecté les ordres des organes judiciaires supérieurs ou du ministère public exprimant la volonté des politiciens. De cette manière, le CGPJ contrôle tous les juges.

Les dossiers sont initiés par le promoteur de l'action disciplinaire qui est généralement un juge corrompu. L'actuel promoteur prétend qu'il ne peut pas dénoncer les juges lorsque les plaintes allèguent des crimes, pourtant il a dénoncé pénalement les plaignants au moins trois fois en représailles pour avoir dénoncé la prévarication de plusieurs juges.

La Constitution prévoit que le ministère public est un organe hiérarchique et que son chef, le procureur général, est nommé par le gouvernement. Le gouvernement contrôle le budget du ministère public et, séparément, le budget du bureau du procureur spécial contre la corruption et le crime organisé, ce dernier étant même inconnu du bureau du procureur général lui-même.

La nomination du procureur général, la hiérarchie et la gestion politique des dépenses font du ministère public un organe très politisé, ce qui lui confère un pouvoir particulier qui fait craindre aux juges d'être dénoncés, car ils ont toujours des raisons. Les procureurs représentent la volonté politique lorsqu'il s'agit de poursuivre des intérêts majeurs.

C'est précisément cette politisation qui a conduit les procureurs anti-corruption à couvrir systématiquement la corruption institutionnelle, puisque tous les postes institutionnels de haut niveau sont nommés à la discrétion du gouvernement.

Sur le site web du bureau du procureur spécial contre la corruption et le crime organisé, on peut lire qu'il n'a récupéré que des centaines de millions d'euros depuis 1995. Il

ALLIANCE DAJ - RAPPORT SUR L'ETAT DE DROIT ESPAGNOL EN 2022

convient de noter que le premier procureur anti-corruption a été taxé en 2004 pour avoir détenu 203,2 millions (euros, dollars et francs suisses) à l'étranger sans les avoir déclarés, a été sanctionné pour quelques millions, n'a pas payé la dette fiscale et une procédure de saisie a été engagée. Ce procureur n'a pas eu à démissionner et est resté procureur en chef de la lutte contre la corruption jusqu'à sa retraite.

Les données du Bureau du procureur spécial contre la corruption et le crime organisé sont éloquentes : 134 fonctionnaires, dont 27 procureurs. En l'absence de données pour 2022, ce Bureau a ouvert 40 enquêtes criminelles en 2021, contre 19 en 2020, bien qu'il ait reçu 1 291 plaintes en 2021. En 2021, le Bureau du procureur spécial a déposé 39 actes d'accusation, 22 jugements ont été rendus, avec 10 condamnations et 12 acquittements.

En général, ces données du bureau du procureur spécial contre la corruption et le crime organisé reflètent la réalité de toutes les institutions espagnoles. Les institutions espagnoles ont des structures surdimensionnées afin que leurs dirigeants puissent les utiliser pour s'enrichir et financer les partis politiques qui les ont nommés à ces hauts postes. Ce sont les institutions des 8%.

Les barreaux sont un autre foyer de corruption. Comme les années précédentes, le budget 2022 de l'Ordre des avocats de Madrid (ICAM) reflète l'une des causes de la corruption structurelle. La prévision de l'ICAM pour 2022 était de 30 millions d'euros de revenus, avec près de 5 millions d'euros de subventions publiques. La situation est similaire dans le reste des collèges. Les dénonciateurs de la corruption affirment que les barreaux encouragent une forte corruption parmi leurs membres. Ils dissimulent les plaintes disciplinaires contre leurs membres et vont jusqu'à les punir lorsqu'ils affrontent des juges. En bref, les associations professionnelles d'avocats font également partie de la corruption structurelle. En général, un certain nombre de juges font partie du personnel de direction des associations d'avocats.

L'assistance juridique gratuite fournie par les barreaux est trop basique, empêche l'action judiciaire contre la corruption et oblige les victimes judiciaires à chercher d'autres voies de conseil juridique.

Les pressions subies par les avocats, les procureurs et les juges, de la part des institutions elles-mêmes, rendent leur indépendance impossible.

Le rapport 2021 du CGPJ indique : "au cours de l'année 2021, trois recours en amparo ont été reçus, dont deux ont été rejetés et le troisième a été accueilli". Il est éclairant de constater que le faible nombre de recours en amparo formés par des juges pour préserver leur indépendance contraste avec les dizaines d'articles de presse faisant état de pressions exercées sur les juges. Le fait que seul un tiers d'entre eux aient été accueillis décourage l'utilisation de ce recours.

Dans le même rapport de la CGPJ, il est indiqué que l'année 2021 s'est achevée avec 2 043 951 jugements civils en attente d'exécution (3,5 % de plus qu'en 2020), tandis que 620 927 ont été résolus (19,8 % de plus qu'en 2020). En 2021, de gros efforts ont été faits pour augmenter le nombre d'exécutions de jugements, mais il y a un retard de près

ALLIANCE DAJ - RAPPORT SUR L'ETAT DE DROIT ESPAGNOL EN 2022

de trois ans dans l'exécution des jugements civils. Bien qu'il y ait eu une amélioration dans le délai de résolution des litiges civils, le nombre élevé de personnes lésées par l'inexécution des jugements civils indique un autre dysfonctionnement structurel grave de l'État de droit, en termes d'efficacité du système judiciaire civil.

Le rapport indique que 222 640 peines n'ont pas été exécutées et que 264 009 ont été résolues, avec un retard de près de 10 mois. Un total de 165 624 exécutions a été enregistré, ce qui signifie qu'un effort important a été fait, en résolvant près de 100 000 exécutions de plus que celles qui ont été enregistrées. Si la situation se poursuit, on peut en déduire qu'une situation efficace pourrait être atteinte dans un délai d'environ deux ans. Le nombre élevé de personnes lésées par l'absence d'exécution des condamnations pénales indique un autre dysfonctionnement structurel grave de l'État de droit, en termes d'efficacité du système de justice pénale.

4.- MOYENS DE COMMUNICATION (JOURNALISME)

Depuis des décennies, la fiabilité des informations diffusées par les médias est remise en question dans le monde entier, et l'Espagne n'échappe pas à la règle. La belle-mère de l'un des principaux journaux internationaux espagnols avait l'habitude de dire, lorsqu'elle allait lire la presse : "Je vais lire le kiosque à journaux".

L'émergence de la presse numérique a permis à de nombreux journalistes chevronnés de créer plus facilement leurs propres journaux numériques.

YouTube a permis à de nombreux journalistes, à d'autres spécialistes (politologues, économistes, juristes, etc.), à des associations et à des militants de créer leurs propres chaînes d'information.

Il ne manque pas de personnes qui disent que la télévision est restée pour le divertissement et les réseaux sociaux pour l'information, utilisant généralement les médias conventionnels et les nouveaux médias numériques pour trouver des informations.

Dans ce scénario, on peut dire que l'Espagne dispose de médias pluriels, au sens de tendances politiques et même apolitiques, bien que le journalisme continue de dominer la façon de penser de la majorité.

L'ancien directeur du journal El Mundo a publié en 2019 un livre intitulé "El Director. Secrets et intrigues de la presse racontés par l'ex-directeur d'El Mundo". Dans ce livre, il affirme qu'avant 1998, les hommes politiques craignaient la presse et qu'à son retour en Espagne, fin 2015, la situation était inversée, les journalistes craignaient les hommes politiques. Cette déclaration de cette personne très bien informée ayant accès à tout le pouvoir espagnol est une preuve de la dérive totalitaire de la démocratie espagnole. Il a également fait référence aux journalistes qui acceptent des cadeaux et des pots-de-vin.

L'achat institutionnel de publicité est souvent considéré comme un pot-de-vin aux médias qui profitent du manque d'équilibre entre les tendances politiques et de la forte concentration dans un petit nombre de médias, sans procéder à une distribution raisonnable.

Le 18.01.2022, le gouvernement a organisé un briefing sur la distribution des fonds européens. Francesc Vallès Vives, secrétaire d'État à la communication, a exclu les médias dont la ligne éditoriale est contraire à l'idéologie du gouvernement, notamment El Mundo, journal de stature internationale, Cadena Cope, La Razón, Libertad Digital, Onda Cero et The Objective, ainsi que les agences de presse Colpisa et Servimedia.

Cette question a été soulevée lors de la session du 25.01.2022 au Congrès des députés.

Le gouvernement actuel a augmenté les dépenses de publicité dans les médias chaque année, établissant un record absolu en 2022, bien que ce ne soit pas une année

ALLIANCE DAJ - RAPPORT SUR L'ETAT DE DROIT ESPAGNOL EN 2022

électorale.

Cette ingérence partielle dans les médias porte atteinte à la pluralité des médias.

Comme les médias traditionnels, la plupart des grands médias numériques sont souvent extrêmement partiaux, au point qu'ils peuvent être considérés comme des machines à détruire l'image des hommes politiques de l'autre bord et des machines de propagande pour les partis politiques qui partagent les mêmes idées.

La liberté de la presse continue d'être menacée par de nombreuses représailles judiciaires à l'encontre des rédacteurs et des journalistes, et les juges eux-mêmes engagent des poursuites pénales, profitant du fait que les fonctionnaires sont les seuls à ne pas avoir besoin d'un avocat pour engager des poursuites pénales en cas d'atteinte à leur honneur et au corporatisme judiciaire. Il est évident qu'ils savent qu'ils agissent dans l'illégalité.

Malgré de nombreux cas de lynchage (mort civile) par les médias, 2022 a été une année sans précédent pour la corruption dans les médias.

Une fois de plus, Alberto Royuela et Juan Martínez, après avoir obtenu des documents sur les pots-de-vin versés à 47 directeurs et journalistes de plusieurs des plus grands médias, ont reçu des informations sur les dépôts bancaires de ces 47 professionnels et de deux autres professionnels des médias. Le milliardaire José María Mena aurait corrompu les 47 professionnels susmentionnés à hauteur de 70 millions de dollars américains, en distribuant entre 1 et 3,5 millions de dollars par personne. Ces faits ont été rapportés à la Commission européenne le 5 juillet 2022 par l'Alliance, sans que la procédure ne soit achevée.

La campagne médiatique menée par les grands médias contre les Royuelas, Juan Martínez, le juge Presencia et l'ACODAP a été constante et a réussi à empêcher les quelques médias qui publiaient des informations sur ces dénonciateurs de le faire.

En 2022, la Royuela a appelé à plusieurs manifestations : Madrid, Bilbao, Valence, Barcelone et Madrid à nouveau. À l'exception de Bilbao, les autres manifestations ont rassemblé plusieurs milliers de personnes et aucun des grands médias n'en a parlé. Dans le cas de RTVE, c'est particulièrement surprenant car le radiodiffuseur public a l'obligation de rendre compte de tout événement pertinent se produisant sur la voie publique et, en particulier, de toutes les manifestations.

Il convient de mentionner tout particulièrement le Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS) en tant que fournisseur de nouvelles d'un grand intérêt pour la formation de l'opinion de la majorité. Le CIS a été dénoncé pour avoir falsifié des prévisions de résultats électoraux et manipulé des données de sondage.

En 2022, plusieurs médias ont publié que le gouvernement ne fournissait pas les informations demandées par ses journalistes, même après une résolution favorable du Conseil pour la transparence et la bonne gouvernance (CTBG).

5.- CONTRÔLES ET SOLDES

Depuis le début, les gouvernements de Pedro Sánchez ont abusé de leurs pouvoirs (exécutif et soumission des membres de leurs partis politiques) pour effectuer le plus grand changement législatif de l'histoire, du moins en termes de nombre de lois.

Le gouvernement a utilisé le mécanisme prévu par la Constitution pour légiférer, en invoquant toujours l'urgence ; cependant, plusieurs institutions consultatives et partis politiques ont critiqué cette pratique en affirmant qu'il n'y avait pas d'urgence.

Dans le Plan de régulation pour 2022, le gouvernement prévoyait que les Cortes Generales traiteraient 92 lois (11 lois organiques, ce qui est le rang le plus élevé après la Constitution), tandis que le gouvernement allait approuver 276 décrets royaux, énumérant le contenu de toutes les lois. Il est surprenant que le gouvernement décide de ce que le pouvoir législatif doit légiférer.

Plusieurs organismes publics ont dénoncé cette façon d'agir et l'opacité du gouvernement, mais ce dernier ignore les institutions et continue sur sa lancée autocratique et totalitaire.

Le déséquilibre le plus profond et le plus totalitaire s'est sans doute produit en novembre 2022, lorsque le gouvernement a décidé de nommer deux membres de son gouvernement à la Cour constitutionnelle, sachant que la CGPJ allait nommer un membre de gauche et un membre de droite afin d'équilibrer la Cour. Il y avait donc sept juges de gauche et quatre juges de droite, soit presque deux fois plus de gauchistes. En toute logique, aucun de ces 11 magistrats ne devrait siéger à la Cour constitutionnelle.

Ce totalitarisme n'a pas reçu de réponse judiciaire adéquate et a obtenu le soutien inconditionnel des Cortes Generales (Parlement). Dans ce sens et dans plusieurs autres, on peut dire que l'Espagne a régressé dans la division des pouvoirs publics et qu'un régime totalitaire et autocratique a été mis en place.

Un autre fait très significatif a été l'augmentation du nombre de ministères et, par conséquent, du nombre de hauts fonctionnaires librement nommés, car cela a renforcé le contrôle sur l'ensemble de la société et sur toutes les institutions, en limitant les contrôles et les contrepoids. En 2022, l'administration générale de l'État comptait 762 hauts fonctionnaires, soit 10 de plus que l'année précédente et 91 de plus que le précédent gouvernement Rajoy.

Les dépenses publiques de l'Espagne continuent d'augmenter chaque année à un rythme accéléré, passant de 503 364 millions d'euros (41,8 % du PIB) en 2018, année partagée avec le gouvernement précédent, à 610 864 millions d'euros (51,9 %) en 2022.

La situation décrite ci-dessus rend l'activité de la société civile très compliquée, à moins qu'elle ne serve les objectifs du gouvernement.

6.- CONCLUSION

En 2018, Eurostat a publié que la corruption en Espagne approchait les 8 % du PIB ; cependant, aucune institution espagnole ou européenne ne s'est préoccupée de l'importance de ce niveau de corruption.

8 % du PIB en corruption n'est possible que dans un État où la priorité de TOUTES les institutions de l'État de droit est la corruption, au moins pour couvrir la corruption des fonctionnaires.

Parfois, un fonctionnaire est condamné pour faire croire que la corruption est poursuivie, mais si l'on additionne toutes les corruptions signalées en 2018, on est loin de 1 % de la corruption totale (8 % du PIB). Depuis 2018, la corruption a augmenté année après année, au fur et à mesure que les dépenses publiques augmentaient.

Mais il n'y a pas que la corruption qui enrichit les corrompus, il y a aussi d'autres corruptions qui ne permettent pas le développement normal de la société.

Les gouvernements de M. Sánchez ont manqué à plusieurs reprises aux lois nationales et européennes, à commencer par les nominations du gouvernement lui-même, étant donné que plusieurs ministres ne remplissent pas les conditions requises pour être ministres, bien qu'ils n'aient pas tous été analysés.

Ces gouvernements ont été totalitaires, usurpant les pouvoirs réservés au Parlement et, par conséquent, la souveraineté nationale, suivant le modèle vénézuélien. Cette usurpation a atteint le point de perpétrer un coup d'État légal avec la déclaration d'un état d'alarme, afin d'éliminer les libertés individuelles et d'entreprise, ainsi que d'augmenter les dépenses publiques et d'accélérer l'appauvrissement de la population, dans le but d'accroître le contrôle social.

Les Cortes Generales (Parlement) ont permis et soutenu toutes les actions criminelles du gouvernement, oubliant qu'elles représentent la souveraineté populaire détenue par le peuple et qu'elles ne peuvent donc pas être une marionnette du gouvernement.

Année après année, des centaines de lois ont été adoptées sans compétence pour le faire, ce qui devrait conduire à les déclarer nulles et non avenues.

Le gouvernement a commis plusieurs délits de falsification de documents pour justifier l'augmentation sans précédent des dépenses publiques afin d'accroître l'appareil d'État, dans le seul but de renforcer le contrôle sur la société (individus, entreprises, médias et secteur social), dans le plus pur style communiste. Toutes sortes de données ont également été falsifiées à des fins électorales.

Le gouvernement a renforcé la politisation des institutions et le contrôle social en augmentant le nombre de personnes nommées par le gouvernement à des postes de haut niveau. Ces personnes nommées librement affirment qu'elles seront loyales envers le

ALLIANCE DAJ - RAPPORT SUR L'ETAT DE DROIT ESPAGNOL EN 2022

gouvernement, ce qui revient à dire qu'elles ne respecteront pas la loi afin de soutenir l'autocratie de ce gouvernement. Malgré cela, un certain nombre de hauts fonctionnaires ont démissionné, mais la plupart d'entre eux sont hautement corrompus.

Les contre-pouvoirs institutionnels n'ont pas fonctionné pour les raisons décrites ci-dessus.

Le Parlement s'est soumis à l'usurpation de ses fonctions par le gouvernement, profitant de son obéissance illégale au parti, le pouvoir judiciaire a continué à couvrir les crimes du gouvernement, sous la pression du ministère public, qui a toujours été aux ordres du gouvernement, comme l'a dit le président du gouvernement lui-même. La Cour constitutionnelle a fait quelque chose contre le gouvernement, mais elle ne l'a même pas dénoncé pour le coup d'État légal que la déclaration de l'état d'alarme a entraîné. Le Parti populaire (PP), partenaire du gouvernement dans le système bipartite et principal parti d'opposition, n'a même pas contesté l'état d'alerte.

Les contre-pouvoirs privés n'ont pas non plus fonctionné. Pendant des décennies, les médias ont craint les représailles du gouvernement et, en outre, ont été soudoyés par des subventions publiques et les plus grandes campagnes publicitaires de la démocratie. Les représailles criminelles contre les journalistes se sont intensifiées et les représailles criminelles contre les youtubeurs ont commencé. Il est significatif qu'une personne ait soudoyé 47 directeurs et journalistes des principaux médias, alors que toute l'information bancaire a été dénoncée, et qu'ils aient mené une campagne contre les dénonciateurs de corruption, en présentant des faits comme vrais, sachant qu'ils ne veulent pas les vérifier, parce qu'ils savent qu'ils sont aussi faux que les accusations portées par les journalistes qui signent cette campagne.

Les médias qui n'ont pas été soudoyés et qui ont été écartés de cette campagne n'osent pas non plus enquêter sur les accusations, car ils craignent des représailles institutionnelles et des représailles de la part des médias soudoyés eux-mêmes.

Les représailles pénales et civiles contre les associations dénonçant la corruption se sont intensifiées, de même que les représailles pénales contre les avocats. Les barreaux participent à la corruption et la soutiennent, allant même jusqu'à sanctionner injustement des avocats lorsque des juges le leur demandent. En outre, les compensations accordées aux dénonciateurs de corruption pour les dommages causés par les représailles ne sont pas traitées et ne sont jamais reconnues.

L'Espagne dispose d'économistes de classe mondiale et l'Union européenne sait que les économistes institutionnels ont un haut niveau d'expertise ; on ne peut donc pas dire que les résultats économiques lamentables ne sont pas intentionnels. L'intention incontestable du gouvernement d'appauvrir la population pour la rendre dépendante des subventions publiques et de rendre difficile l'indépendance des jeunes pour qu'ils ne puissent pas construire leurs propres projets de vie sont des crimes évidents de mauvaise gestion.

Le gouvernement a intentionnellement fait de l'Espagne le seul pays européen qui a terminé l'année 2022 sans retrouver les niveaux de PIB de 2019.

ALLIANCE DAJ - RAPPORT SUR L'ETAT DE DROIT ESPAGNOL EN 2022

Le gouvernement a augmenté la haine envers les entrepreneurs et les entreprises, l'insécurité juridique et un niveau d'imposition exagéré qui change chaque année. Ce totalitarisme, cette insécurité et cette voracité fiscale ont abouti à la décision d'Iberdrola de délocaliser son siège en avril 2023. En Espagne, la situation qui s'est produite en Catalogne avec les actions indépendantistes de 2017 se répète. La Catalogne a créé une situation sociale et commerciale insoutenable qui a poussé les entreprises à partir. La même chose se produit en Espagne et les entreprises suivront le chemin de Ferrovial, surtout si le gouvernement est maintenu lors des prochaines élections générales.

Le système judiciaire est systématiquement corrompu. Dans un pays dont le système judiciaire n'est pas systématiquement corrompu, il est impossible que la corruption atteigne 8 % du PIB.

Les procureurs et les juges imposent la corruption à leurs propres collègues. En 2022, plus d'une centaine de juges ont été dénoncés pour avoir des comptes bancaires d'un million de dollars en dehors de l'Espagne et pour ne pas les avoir déclarés au fisc. Les plaintes déposées contre les 21 chefs du Conseil général du pouvoir judiciaire et contre 10 magistrats de la Chambre pénale de la Cour suprême, dont son président, sont particulièrement significatives.

L'Agence fiscale a couvert tous les fonctionnaires dénoncés, blanchissant des milliards d'euros.

Depuis le siècle dernier, l'Espagne dispose d'un réseau de prévarication judiciaire composé de plusieurs centaines de juges. Le créateur de ce réseau gagne plus de quatre cents millions d'euros par an, sans savoir combien il verse aux juges soudoyés.

L'existence de ce réseau a permis à une personne de corrompre 68 juges à Madrid en décembre 2022, à la fois en raison du grand nombre et parce que si corrompre un juge des juridictions inférieures est rentable, c'est parce que les recours devant les juridictions supérieures n'aboutissent pas.

Chaque jour en Espagne, plusieurs jugements sont vendus dans les tribunaux civils et pénaux.

Comme l'a dit un juge à propos d'une action pénale de la Cour suprême : "Les exigences jurisprudentielles habituelles pour l'ouverture d'une enquête criminelle et la convocation de toute personne à témoigner en tant que personne faisant l'objet d'une enquête sont considérablement renforcées". La Cour suprême renforce l'impunité des fonctionnaires corrompus. Cette déclaration, associée à l'augmentation des dépenses publiques, suggère que le niveau d'autoritarisme et de corruption en Espagne a considérablement augmenté.

Malgré le niveau élevé de corruption, le bureau du procureur spécial contre la corruption et le crime organisé n'est pas rentable, dépensant plus que ce qu'il est capable de recouvrer, ce qui reflète la volonté politique et la corruption de ses procureurs. Il en va de même pour les procureurs européens pour l'Espagne, car il s'agit de procureurs et de juges spécialement sélectionnés pour couvrir la corruption institutionnelle.

ALLIANCE DAJ - RAPPORT SUR L'ETAT DE DROIT ESPAGNOL EN 2022

L'Espagne a des lois qui favorisent la corruption et, de plus, les fonctionnaires ne les respectent même pas. La corruption est ancrée dans les lois et dans le manque d'application, atteignant une dimension systémique dans les institutions espagnoles. En Espagne, non seulement il n'y a pas d'action contre la corruption, mais les corrompus sont encouragés.

La corruption a été imposée dans l'Union européenne, dans le cadre du totalitarisme et de la décadence absolue qui ont causé le déclin des économies et des sociétés européennes.

Avec les fonds européens de la prochaine génération, l'UE soutient la croissance de la corruption institutionnelle, du capitalisme de connivence et de l'inefficacité publique ; plus la crise créée par les gouvernements est importante, plus ils reçoivent d'aide, de sorte que l'UE est devenue une partie du problème.

La Commission européenne doit déclarer que l'Espagne présente de graves lacunes en matière d'État de droit afin d'éviter des maux plus graves.